



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

**Secrétaire de séance**

MORVAN Marie-Claude

**Excusés**

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)  
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)  
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)

**Absents**

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019  
Délibération n°DCC2019\_191

<b>Objet</b>	<b>Modification du tableau des emplois</b>
--------------	--

Rapporteur	Patrick LECLERC
------------	-----------------

Service	Direction Générale
---------	--------------------

Thème	Ressources humaines
-------	---------------------

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Les missions des intercommunalités, comme les attentes des habitants du territoire ou les besoins des communes en matière d'ingénierie ne cessent de croître. Par exemple, les séminaires organisés avec les élus municipaux et communautaires démontrent systématiquement une attente des communes en matière de veille technique et juridique de la part de la Communauté, n'ayant pas toutes les moyens de s'en doter en interne.

Cet accompagnement de la Communauté auprès des communes existe déjà dans certains domaines. On peut citer l'urbanisme, les marchés publics ou bien les A.M.O. en matière d'infrastructures et de bâtiments. Cette ingénierie mise à la disposition des communes a montré son efficacité, et sa qualité semble être communément appréciée.

Cependant, l'attente des communes est aujourd'hui toujours aussi forte, que ce soit en matière d'ingénierie, d'accompagnement ou de réflexion avec la Communauté en amont des grands enjeux à venir (comme les mobilités). Il s'agit donc de proposer des interlocuteurs ressources pour les communes afin de les accompagner dans les réflexions qu'elles mènent dans leurs domaines d'intervention.

En outre, on constate aujourd'hui que de nombreuses démarches, en particulier dans les domaines de l'environnement ou des mobilités, existent au niveau du pays de Brest, de la Région ou de l'État. Leur coordination relève souvent de l'échelon communautaire, en particulier en matière de contractualisation avec ces partenaires institutionnels. Il s'avère donc nécessaire de pouvoir suivre ces dossiers et de saisir toutes les opportunités offertes (appels à projets, appels à manifestation d'intérêt, etc.) afin d'en faire profiter le territoire, que ce soit par la réalisation d'actions communautaires ou municipales. En effet, dans les deux cas, une forte ingénierie est nécessaire pour pouvoir y répondre, et toutes les collectivités n'en disposent pas forcément. Ceci engendre une perte de financement et souvent l'incapacité de réaliser les actions envisagées.

En conséquence, et afin que la Communauté, parfois épaulée par le Pays de Brest, puisse agir dans ces domaines prioritaires pour ses propres actions, mais également pour celles des communes et pour le territoire, il convient qu'elle se dote des moyens adéquats. C'est pourquoi, en plus de lignes budgétaires en investissement qui seront proposées dans le cadre du budget primitif 2020, il est important de prévoir la création de plusieurs postes au sein des effectifs de la Communauté afin de répondre aux besoins développés ci-dessous.

**1. Tourisme**

Depuis 2015, la Communauté s'est dotée d'un poste unique assurant à la fois les missions de responsable Tourisme et Communication. Il est aujourd'hui fait le constat qu'un mi-temps consacré aux seules missions relevant du tourisme ne permet pas d'assurer correctement ces missions, encore moins de mettre en œuvre la stratégie de développement touristique votée ou d'aider des communes en matière d'animations touristiques sur leur territoire.

De plus, la destination unique du Pays de Brest (Brest Terres Océanes), ayant pour vocation

de mutualiser les moyens au service d'une même destination, se développe de plus en plus, engendrant un accroissement de ses actions, et donc de leur suivi et de leur mise en œuvre sur le territoire de la Communauté. Par ailleurs, le développement du tourisme culturel et patrimonial en constante évolution depuis plusieurs années, et donc la fréquentation de notre territoire, nécessite des moyens et actions renforcés pour valoriser au mieux l'ensemble des potentiels produits touristiques du territoire.

En conséquence, et afin de développer l'ingénierie nécessaire en matière de tourisme, que ce soit pour accompagner les communes ou bien mettre en œuvre les actions relevant de la Communauté, il est proposé de créer un emploi de responsable tourisme à temps complet relevant de la catégorie A de la filière administrative, au grade d'attaché et devant assurer uniquement les missions dédiées au tourisme (au lieu de l'équivalent d'un mi-temps actuellement).

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur du tourisme. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

## **2. Communication**

Les actions et politiques publiques mises en œuvre par les communes et les EPCI nécessitent que l'on communique efficacement à leur sujet, que ce soit à destination des habitants, des usagers et des élus municipaux. Actuellement, de nombreuses actions mises en œuvre par la Communauté ou les communes ne sont pas toujours relayées de manière efficace dans la presse ou les réseaux sociaux, faute de moyens. Or, les réseaux sociaux sont devenus incontournables pour le public lorsqu'il veut avoir accès à de l'information.

Aujourd'hui, il semble donc très important de renforcer l'ingénierie existante en matière de communication, que ce soit pour adopter et mettre en œuvre une véritable stratégie de communication pour le territoire, d'une part, et travailler davantage à faire connaître les actions menées sur le territoire par la Communauté et les communes, d'autre part.

En conséquence, afin d'assurer les missions de communication interne et externe, il est proposé de créer un emploi de chargé(e) de communication à temps complet (au lieu de l'équivalent d'un mi-temps actuellement) pour une durée d'un an. Ces fonctions seront exercées par un agent contractuel relevant de la catégorie A, dans les conditions fixées à l'article 3-1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, c'est-à-dire dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité.

L'agent devra justifier d'une formation supérieure en communication, de qualités rédactionnelles et relationnelles ainsi que d'une aptitude à travailler en équipe. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

Compte tenu de ces deux créations d'emplois responsable tourisme et chargé(e) de communication, il convient de supprimer l'emploi existant de responsable des services tourisme et communication.

## **3. Chargé de mission auprès du directeur général des services**

Lorsque le prochain mandat va débuter, plusieurs projets seront à lancer rapidement afin de doter la Communauté, les communes et plus généralement le territoire de projets, plans d'actions et schémas structurants ; de faire en sorte que l'année 2020, année de renouvellement, ne soit pas une année neutre.

Il s'agira par exemple de lancer rapidement les travaux du prochain Projet de territoire : il faudra alors être très réactifs, en particulier pour capter les financements du Conseil départemental qui devrait contractualiser avec les intercommunalités du Finistère en fin de premier trimestre 2021. Un projet comme celui-ci nécessite un investissement des élus, communautaires comme municipaux, et des forces vives du territoire que l'on doit capitaliser et coordonner.

Par ailleurs, le PCAET, associant dès à présent les élus municipaux, et dont les orientations stratégiques sont en cours de définition, nécessitera, dès le premier semestre 2020, une

animation et une coordination afin que le plan d'actions, impactant de nombreux acteurs (comme la Communauté, mais aussi les communes, les agriculteurs, les entreprises, etc.), puissent voir le jour, comme la loi nous y oblige. L'enjeu est bel et bien, au final, de mettre en œuvre des actions concrètes.

Enfin, le PLH actuel arrivant à son terme en 2021, il conviendra, dès 2020, de travailler à sa suite afin d'élaborer puis d'adopter le troisième PLH de la Communauté.

Par ailleurs, le SRADDET et plus globalement, les engagements de la Breizh Cop, vont nous amener à repenser nos actions afin d'optimiser les financements, en particulier régionaux.

Ces projets nécessitent une logistique importante pour les coordonner, a fortiori pour les mener de front. Les services communautaires ne disposent pas, en l'état, du temps et des moyens pour les coordonner. C'est pourquoi, il est proposé de renforcer l'ingénierie en matière de pilotage et de coordination de projets, en créant un emploi à temps complet de chargé(e) de mission pour une durée de trois ans.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n°84-53 de la loi du 26 janvier 1984. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

#### **4. Mobilité**

Au vu de l'importance des problématiques et des attentes sur le territoire relatives à la mobilité, tant de la part des habitants que de celle des élus du territoire, il est proposé que la Communauté se dote des moyens (humains et financiers) nécessaires au lancement de la réflexion relative au transfert de la compétence Transports, d'une part, et de prévoir dès à présent une ligne budgétaire afin de réaliser les premiers investissements, d'autre part.

En effet, les derniers séminaires des élus ont montré que les problématiques relatives aux mobilités sont particulièrement criantes sur des territoires comme le nôtre, mêlant de l'urbain, du périurbain et du rural. Un travail important est à réaliser avec les communes afin de définir précisément les besoins, les attentes, les actions locales à mettre en œuvre. Ce travail doit se tenir en amont d'un transfert de compétence afin que la mise en œuvre de celle-ci soit la plus pertinente. Il est donc nécessaire de se doter d'une ingénierie en interne sur ces questions.

C'est pourquoi il est proposé de créer un emploi à temps complet de chargé(e) de mission Mobilités pour une durée de trois ans. Cette création a pour objet de permettre de lancer et de coordonner dès à présent la présence de la Communauté au sein des nombreux groupes de travail qui se tiennent au niveau du Pays de Brest ou de la Région Bretagne et qui nécessitent une présence importante et un suivi de toutes les démarches qui sont actuellement lancées. Par ailleurs, des appels à projets proposant de financer des actions en matière de mobilités fleurissent ; ce qui nécessite de bien connaître leur existence afin d'optimiser les financements des actions qui seront décidées par la Communauté.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n°84-53 de la loi du 26 janvier 1984. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

#### **5. Expert informatique**

Les communes du territoire et le SIPP vont prochainement décider de leur adhésion à un service commun pour répondre à leurs besoins d'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique et à la mise en œuvre des normes standard de sécurité informatique. La sécurité vise à assurer la pérennité du patrimoine numérique de l'ensemble des collectivités. L'expertise qui permet à ces opérations de sécurité informatique d'être suivies est nécessairement à faire en interne. L'expertise porte également sur les conseils et propositions d'ingénierie technique ainsi que l'assistance à l'exécution des projets. L'expertise délivrée correspond à 1 poste mais elle n'est toutefois pas attribuée à un seul

technicien mais aux 5 personnes du service commun informatique.

En conséquence, il est proposé la création d'un emploi d'expert informatique, emploi permanent à temps complet de catégorie A des filières administrative ou technique aux grades d'attaché ou d'ingénieur.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur de l'informatique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

**Afin de permettre aux élus du prochain mandat de ne pas perdre de temps lors des mois qui suivront leur installation à la Communauté, il est proposé de créer dès à présent les postes ci-dessus développés afin de pouvoir lancer très prochainement les recrutements et que ceux-ci soient effectifs dès la fin du premier trimestre 2020 afin que la nouvelle mandature dispose de l'ingénierie nécessaire au lancement des projets importants pour le territoire.**

#### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'avis du comité technique en date du 9 décembre 2019

Vu l'avis favorable du Bureau élargi aux maires du 27 novembre 2019

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 26 novembre 2019

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : adopte la création de ces cinq postes,**

**Article 2 : adopte la suppression de l'emploi responsable des services tourisme et communication,**

**Article 3 : modifie le tableau des emplois,**

**Article 4 : inscrive au budget les crédits correspondants.**